

FRANCE - ENVIRONNEMENT

Un Grenelle en vert

Le début des négociations quadripartite sur la politique de l'environnement suscite de grands espoirs - et une certaine méfiance. Pour parer aux coups tordus, les ONG jouent la transparence.

(RK) - L'idée d'un "Grenelle de l'environnement", lancée pendant la campagne électorale par un groupe d'ONG, est en train d'être réalisée. La balle avait été reprise au bond par le candidat Sarkozy, qui, désormais président, a chargé le ministre d'Etat Jean-Louis Borloo de se lancer dans l'essai. Le terme "Grenelle" fait allusion aux grandes négociations sociales durant la crise de mai 68, qui se tenaient au ministère du travail, rue de Grenelle. Ces négociations, tout en contrecarrant les desseins révolutionnaires de la gauche radicale, ont abouti à des améliorations matérielles substantielles pour le monde du travail. C'est ce qu'espèrent les ONG regroupées au sein de l'Alliance pour la planète, qui depuis trois semaines collaborent avec experts et représentant-e-s des entreprises, des syndicats et du gouvernement dans des groupes de travail préparatoires - une sorte de quadripartite environnementale. Afin de rendre transparent ce processus, l'Alliance a créé un blog en ligne, baptisé "Grenellorama".

(L'Alliance) - Indiscrétions, rumeurs, rapports de force, revendications... Avec ce blog, l'Alliance veut laisser entr'ouverte la porte des réunions préparatoires au Grenelle de l'environnement, prévu pour octobre. Jour après jour, les représentants des associations membres de l'Alliance y livreront en toute

transparence leur version des négociations.

Déterminées à faire de ce rendez-vous, un moment clé pour les cinq prochaines années, l'Alliance demande que le terme Grenelle soit compris dans son sens le plus fort. "Presque quarante ans après les fameux accords qui ont suivi mai 68, les écologistes attendent que le Grenelle de l'environnement soit à la hauteur de son précédent historique: un moment privilégié de négociations qui engagent toutes les parties prenantes: Etat, collectivités territoriales, syndicats, patronat et associations écologistes", déclare Anne Bringuault, directrice des Amis de la Terre. Pour ce faire, les conditions suivantes doivent être réunies:

Une vraie négociation, sans tabous. L'Alliance exclut de participer à une nouvelle table ronde qui n'aboutirait qu'à un énième diagnostic sur la gravité de la crise. "Nous attendons du Grenelle une obligation de résultats", assure Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France. "S'il advenait que le Grenelle se transforme en simple consultation ou bien si des sujets comme le nucléaire ou les OGM devaient devenir tabous, alors nous en tirerions toutes les conséquences nécessaires et quitterions un processus devenu simple exercice de communication."



Des conditions de discussion efficaces. "L'Alliance va se montrer extrêmement vigilante sur les velléités de minorer la représentation associative ou de contourner les règles du jeu sur lesquelles les parties prenantes se sont mises d'accord avant le début des réunions", déclare Franck Laval, président d'Ecologie sans frontière. Ce matin, lors de la première réunion du groupe Agriculture le ministère de l'Ecologie a imposé sans concertation préalable, la présence d'un groupe dit "de personnes morales associées". Sans remettre en cause l'idée de faire intervenir des personnes morales, experts ou grands témoins apportant des éclairages spécifiques sur les thématiques du Grenelle, l'Alliance s'interroge sur le statut et la légitimité de

ce nouveau groupe, dont les membres et la présence n'ont jamais été discutés.

Une ouverture internationale. "Pas question de réinventer la roue: les solutions existent, déjà mises en oeuvre ou expérimentées en France et ailleurs dans le monde", rappelle Daniel Richard du WWF France. "L'impact international et européen des politiques françaises devra également être pris en compte, tout comme la question de la dette écologique de la France et celle des politiques d'aide aux pays en développement". Présidant l'Union européenne durant le second semestre 2008, la France aura la responsabilité d'engager l'Europe sur la même voie.

tion Clinton comptent sur l'importation de médicaments essentiels fabriqués en Inde. Les entreprises indiennes fournissent 84% des antirétroviraux utilisés par MSF pour soigner ses patients dans le monde entier. Il est donc important que l'Inde puisse rester la "pharmacie des pays en développement".

Plus de 420.000 personnes dans le monde entier ont signé une pétition demandant à Novartis d'abandonner son action en justice en raison de l'impact désastreux que pourraient avoir les actions de Novartis sur l'accès aux médicaments essentiels.

D'éminentes personnalités ont également signé cette pétition, parmi lesquelles l'Archevêque Desmond Tutu, le Directeur du Fonds mondial Michel Kazatchkine, l'ancien envoyé spécial des NU pour le sida en Afrique Stephen Lewis, le Ministre indien de la Santé Anbumani Ramadoss, des parlementaires européens et des membres du Congrès américain ou encore les auteurs John le Carré et Naomi Klein.

Les gouvernements des pays en développement et des agences internationales comme l'UNICEF et la Fonda-

Avis

Bibliothèque nationale Vacance de poste

La Bibliothèque nationale se propose de recruter, en vue d'assister la responsable du service Comptabilité, un

employé (m/f) de la carrière C

à tâche partielle à raison de 20 heures par semaine et à durée indéterminée.

Les candidats de nationalité luxembourgeoise doivent avoir accompli avec succès cinq années d'études

- soit dans l'enseignement secondaire,

- soit dans l'enseignement secondaire technique, division de la formation administrative et commerciale,

- ou bien présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Profil souhaité:

- Expérience professionnelle antérieure dans le domaine de la comptabilité

- Bonne maîtrise des outils informatiques courants (Word, Excel, SAP)

- Sens de l'organisation et du travail rigoureux

- Bonne culture générale

Les demandes doivent être accompagnées:

- d'un curriculum vitae détaillé

- d'une attestation de nationalité

- d'une copie certifiée conforme des certificats et diplômes d'études.

Les demandes sont à adresser pour le 1er septembre au plus tard au Service du personnel de la Bibliothèque nationale, 37, bd. Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Laboratoire National de Santé

Poste vacant

La division de Microbiologie se propose d'engager pour entrée immédiate

un(e) laborantin(e) à mi-temps pour une durée de cinq mois

Condition de formation:

Diplôme ou certificat attestant que le candidat est autorisé à porter le titre et à exercer la profession de laborantin.

Profil souhaité:

Une formation en microbiologie et/ou biologie moléculaire est essentielle.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une copie du diplôme ou certificat, sont à adresser avant le 15 août 2007 au Directeur du Laboratoire national de santé, 42, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

MEDICAMENTS GENERIQUES:

L'Inde reste la pharmacie des pays en développement

MSF se félicite de l'issue du procès qui opposait la multinationale "Novartis" au Gouvernement indien et remercie les 420.000 personnes dans le monde entier qui ont signé la pétition, dont 595 au Luxembourg.

(MSF) - La décision historique rendue par la Haute Cour de Chennai de maintenir la loi indienne sur les brevets, contestée par l'entreprise pharmaceutique suisse Novartis, est une réelle victoire pour l'accès des pays en développement à des médicaments abordables. C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui l'organisation médicale internationale humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF).

"Cette décision est un immense soulagement pour les millions de patients et les médecins des pays en développement qui dépendent des médicaments abordables produits en Inde", a déclaré le Dr Tido von Schoen-Angerer, di-

recteur de la campagne MSF d'accès aux médicaments essentiels. "Grâce à la décision du tribunal, nous devons moins craindre l'octroi de brevets en Inde sur de nouveaux médicaments contre le sida dont nous avons désespérément besoin. Aussi, nous lançons un appel à l'industrie pharmaceutique et aux pays riches pour qu'ils ne touchent plus à la loi indienne sur les brevets et qu'ils arrêtent de faire pression sur les pays producteurs de médicaments en vue d'un renforcement de leur système de brevet."

L'année dernière, Novartis avait intenté un procès contre le gouvernement indien et sa loi de 2005 sur les brevets car l'entreprise souhaitait un élargissement des brevets sur ses produits. Novartis a prétendu que la loi indienne sur les brevets ne respectait pas les règles établies par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et violait la Constitution indienne. Apparemment,

toutes les plaintes de Novartis ont été rejetées par la Haute Cour aujourd'hui.

Afin de respecter les accords conclus à l'OMC, l'Inde a commencé à attribuer des brevets sur les médicaments mais tout en prévoyant des clauses afin que ces brevets ne puissent être accordés que pour les réelles innovations. Cela signifie que les compagnies qui voudraient demander un brevet pour la modification d'une molécule existante, afin d'accroître encore leurs monopoles, ne peuvent pas le faire en Inde. Novartis cherchait à retirer cet aspect de la loi. Une décision en faveur de Novartis aurait réduit drastiquement la production de médicaments abordables en Inde, pourtant cruciaux pour le traitement de maladies dans les pays en développement.

Les gouvernements des pays en développement et des agences internationales comme l'UNICEF et la Fonda-

